



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/016 du 20 janvier 2023
de mise en demeure à l'encontre de la SELARL GARNIER-GUILLOUËT
pour les installations exploitées rue d'Armentières à Trilport (77470),
dans le cadre de la liquidation judiciaire de la SAS VALOMÉTAL**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 complété, actualisant les prescriptions imposées aux établissements L. MARCHETTO pour l'exploitation d'une installation de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et portant agrément pour l'exercice des activités de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Trilport ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/034 du 8 avril 2019 portant agrément pour l'exercice des activités de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) par la SAS VALOMÉTAL, rue d'Armentières à Trilport (77470) ;

VU le courrier préfectoral du 10 décembre 2014, par lequel le Préfet de Seine-et-Marne prend acte de la reprise par la SAS VALOMÉTAL, des activités anciennement exploitées par la société L. MARCHETTO sur le site de Trilport ;

VU le jugement de liquidation judiciaire du 12 avril 2021 par le Tribunal de commerce de Meaux (77100), nommant Maître GUILLOUËT – SELARL GARNIER-GUILLOUËT, sise 55 rue Aristide Briand à Meaux, liquidateur judiciaire de la SAS VALOMÉTAL ;

VU la notification en date du 13 avril 2021 par laquelle la SELARL GARNIER-GUILLOUËT, en sa qualité de mandataire judiciaire, informe l'inspection des installations classées de la cessation d'exploitation à compter du 30 avril 2021, des installations exploitées par la SAS VALOMÉTAL, sises rue d'Armentières à Trilport (77470) ;

VU la transmission du 9 juin 2021 par la SELARL GARNIER-GUILLOUËT à l'inspection des installations classées, du constat environnemental initial de l'établissement, établi le 15 février 2021 par la société PÉRICHIMIE ENVIRONNEMENT dans le cadre d'un placement en redressement judiciaire ;

VU le bilan environnemental et le mémoire de clôture, établis le 16 décembre 2021 par la société PÉRICHIMIE ENVIRONNEMENT, transmis à l'inspection des installations classées par la SELARL GARNIER-GUILLOUËT, dans le cadre de la liquidation judiciaire ;

VU le rapport du 17 juin 2022 de l'inspection des installations classées établi suite à une visite des installations réalisée le 15 avril 2022 ;

VU le courrier préfectoral E/22-2345 du 20 juin 2022 de transmission du rapport du 17 juin 2022 précité, informant la SELARL GARNIER-GUILLOUËT des mesures envisagées à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU les observations transmises le 5 juillet 2022 par la SELARL GARNIER-GUILLOUËT ;

CONSIDÉRANT que le constat environnemental initial du site mettait en évidence des quantités importantes de déchets présents sur les 11 zones de l'établissement (déchets industriels banals non triés, pneumatiques usagés, déchets d'équipements électriques et électroniques, véhicules hors d'usage non dépollués, bouteilles de gaz, huiles moteur, ferrailles, etc.), pour lesquelles la SAS VALOMÉTAL ne disposait pas de toutes les autorisations requises et qui présentaient un risque d'incendie significatif ; l'inspection des installations classées avait alors demandé au liquidateur judiciaire, par courrier électronique du 21 juin 2021, de faire connaître de façon détaillée les opérations concrètement engagées ou envisagées dans le cadre de la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT que par courrier électronique du 24 juin 2021, la SELARL GARNIER-GUILLOUËT a fait savoir à l'inspection des installations classées que les opérations de nettoyage et de mise en sécurité se poursuivait, la presse-cisaille étant par ailleurs en cours de démantèlement par la société STLG RECYCLAGE ;

CONSIDÉRANT que le pré-mémoire de cessation d'activité transmis le 12 juillet 2021 par la société PÉRICHIMIE ENVIRONNEMENT à l'inspection des installations classées, faisait notamment apparaître des pollutions localisées en HAP, BTEX et COV (tétrachloroéthylène), ainsi qu'une pollution généralisée du site aux hydrocarbures et éléments traces métalliques, mises en évidence par une étude de sols réalisée le 8 juin 2021 et que, en conclusion, ce document proposait un déblaiement intégral des déchets dans le cadre de la fermeture de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que compte tenu des éléments figurant dans ledit pré-mémoire et dans l'attente du mémoire définitif de cessation d'activités, l'inspection des installations classées rappelait au liquidateur, par courrier électronique du 1^{er} septembre 2021, que ledit mémoire définitif devait également :

- analyser la compatibilité de la réhabilitation prévue (incluant la situation environnementale résiduelle) avec les usages futurs du site, appréciés notamment en fonction des documents d'urbanisme ;
- prévoir, si nécessaire, des mesures de gestion spécifiques supplémentaires dans le cadre d'un plan de gestion, si la réhabilitation évoquée ci-dessus s'avérait incompatible avec les usages futurs du site ;

CONSIDÉRANT que le mémoire de clôture de l'établissement, établi le 16 décembre 2021, ainsi que le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite réalisée le 15 avril 2022, mettent en évidence, pour ce qui concerne les parcelles n^{os} AK 22, 23, 28, 29, 31 à 36 et 70 du cadastre de la commune de Trilport :

- une quantité très importante de déchets encore présents sur le site, dont les conditions d'entreposage présentent par ailleurs des risques pour l'environnement et des risques d'incendie ;
- l'absence d'élimination de l'ensemble des produits dangereux, les réseaux de collecte des eaux susceptibles d'être souillées, ainsi que le bassin de rétention des eaux pluviales, contenant une quantité importante d'eaux souillées par les hydrocarbures ;
- un état dégradé des moyens d'interdiction ou de limitation d'accès au site ; bien que des renforcements aient été apportés par le propriétaire foncier sur les moyens de condamnation des ouvrants sur la clôture Nord du site postérieurement à l'inspection du 15 avril 2022, ladite clôture Nord de l'établissement présentait toujours une dégradation permettant les intrusions sur le site ; une intrusion avec des dégradations sur le site a d'ailleurs été observée le 17 mai 2022 ;
- des risques d'incendie encore présents sur le site, du fait des conditions d'entreposage des nombreux déchets encore présents sur le site ;
- des pollutions dans les sols, mises en évidence par dans l'étude des sols réalisée le 8 juin 2021 par la société TAUW :
 - des teneurs significatives en hydrocarbures, en HAP et en BTEX, localisées au droit d'un ancien stockage de goudron en surface et ponctuellement jusqu'à 3 mètres de profondeur ;
 - des teneurs significatives en hydrocarbures entre 3 et 4 mètres de profondeur, au droit d'une ancienne décharge ;
 - des teneurs significatives en hydrocarbures dans le premier mètre des sols sur la quasi-totalité du site, avec des teneurs plus importantes au droit des zones non recouvertes en surface ;
 - une pollution en métaux dans le premier mètre des sols sur la quasi-totalité du site, avec des concentrations très importantes, liée aux poussières et déchets métalliques mélangés aux sols ;

CONSIDÉRANT que l'étude des sols réalisée le 8 juin 2021 par la société TAUW préconise en outre, dans le cadre du maintien d'un usage industriel du site, maintien du site, la mise en œuvre des mesures suivantes :

- le recouvrement de l'ensemble du site ;
- la réalisation d'une étude historique, documentaire et de vulnérabilité afin de définir un programme d'investigations complémentaires nécessaires à la réalisation d'un plan de gestion, celui-ci consistant a priori en la réalisation des investigations suivantes :
 - sur les sols afin de pouvoir définir les extensions latérales et horizontales des zones impactées mises en évidence, ainsi que la source émissive des gaz du sol ;
 - sur les eaux souterraines afin de confirmer ou infirmer la présence d'impact dans ce milieu ;

- la réalisation d'un plan de gestion basé sur un bilan coût avantage des différents scénarios de gestion, dont l'option la plus favorable sera validée sanitairesment par une analyse des risques industriels ;

CONSIDÉRANT que, de ce fait, l'inspection des installations classées considère dès lors qu'il n'est pas démontré que le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur tel que défini à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que, dès lors, la cessation d'activité sur les parcelles n°s AK 22, 23, 28, 29, 31 à 36 et 70 n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé, ni aux conditions édictées par les articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier : Respect des dispositions

La SELARL GARNIER-GUILLOUËT, dont le siège est situé 55 rue Aristide Briand à Meaux (77100), est **mise en demeure**, pour les installations classées situées sur les parcelles cadastrales n°s AK 22, 23, 28, 29, 31 à 36 et 70 à Trilport (77470), de se conformer, **dans un délai de trois mois**, aux dispositions prévues par l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé et par les articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, qui imposent :

- d'évacuer ou éliminer les produits dangereux et les déchets encore présents sur le site ;
- d'interdire ou limiter les accès au site ;
- de supprimer la totalité des risques d'incendie ou d'explosion ;
- de placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur tel que défini à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 susvisé.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de la SELARL GARNIER-GUILLOUËT les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la SELARL GARNIER-GUILLOUËT.

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Trilport,
- le Directeur Régional et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 20 janvier 2023

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur par intérim empêché,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Trilport,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

